

DECLARATION LIMINAIRE

F3SCTD DU MARDI 14 MARS 2023

Les organisations syndicales souhaitent en préambule exprimer leur émoi suite à l'assassinat d'Agnès LASSALLE, enseignante d'espagnol. Elles soulignent qu'au niveau académique, un communiqué a été adressé à tous les personnels mais s'indignent qu'au niveau national, seules certaines catégories n'aient été destinataires d'un message. Ce drame met en avant le manque de personnels en médecine du travail, infirmier·eres scolaires, assistant.es social.es, psychologues de l'éducation nationale, mais aussi de moyens d'accompagnement de nos élèves en souffrance.

Elles tiennent à renouveler leur engagement pour l'amélioration des conditions de travail de toutes et tous et veilleront à ce que les questions de santé, de sécurité et de prévention des risques professionnels soient au premier plan des préoccupations des rectorats et DSDEN.

Elles rappellent le caractère injuste et brutal du projet de réforme des retraites. Les personnels montrent qu'ils et elles sont déterminé.es à empêcher le recul de l'âge légal de départ à 64 ans et l'allongement du nombre de trimestres requis pour une pension à taux plein. Si la réforme était entérinée, c'est à une véritable baisse des pensions pour une immense majorité des personnels à laquelle il faudra s'attendre. C'est inacceptable !

Elles ont participé à toutes les mobilisations organisées dans le cadre de la réforme des retraites mais aussi de la journée internationale des droits des femmes le 8 mars dernier. Leur défense est plus que jamais d'actualité, les femmes subissant de plein fouet les effets des crises et de l'inflation. Elles vont voir leur situation se dégrader encore davantage si le projet de réforme des retraites est acté, ce que les organisations syndicales déplorent tout particulièrement.

Les organisations syndicales rappellent que ce n'est pas en alourdissant la charge professionnelle des personnels, déjà importante, par le « pacte enseignant » que leurs conditions de travail vont s'améliorer. Les 10 % de revalorisation annoncés en avril 2022, qui laissaient enfin espérer un début de reconnaissance, auraient contribué à une plus grande satisfaction au travail, apparaissent maintenant comme une promesse de campagne présidentielle sans lendemain, une véritable tromperie.

Concernant les moyens pour la rentrée 2023, la fermeture de 44 classes dans le 1^{er} degré, la suppression de 21 postes dans les collèges de la Somme continue d'écrire le vaste plan social qui ne dit pas son nom dans l'Education nationale. Qu'on ne nous raconte pas d'histoires, ces suppressions de postes ne sont aucunement en relation avec une baisse du nombre d'élèves sur le département mais correspondent à une logique politique et comptable de destruction des services publics comme cela peut se produire dans d'autres secteurs (santé, social ...). Ces suppressions de postes aboutissent sur le terrain, dans les écoles, collèges et lycées à une véritable dégradation des conditions d'exercice de nos métiers qui met en souffrance nombre de nos collègues (sureffectifs dans les classes, surcharge de travail, perte de sens de nos métiers, etc.). Cela aussi est inacceptable !